



Lettre ouverte aux salarié·e·s, intérimaires et livreurs·livreuses d'Amazon

En ce week-end de Black Friday, nous agissons pour dénoncer les dérives d'Amazon, symbole d'un monde dont nous ne voulons pas. Nous avons conscience que nos actions peuvent générer de l'appréhension, de la colère et du rejet. Pourtant, nous sommes là pour batailler avec vous pour un monde où Amazon ne dicterait plus sa loi et sa vision de notre avenir commun.

"Nous ne sommes pas des robots"

Avec justesse de nombreux salarié·e·s d'Amazon, en Europe et aux États-Unis ont pointé les conditions de travail imposées par Amazon à ses salarié·e·s et nous soutenons ce combat.

En 2017, Amazon ne comptait plus que 4,7 personnes pour 1 robot, contre 7,7 en 2015. Les salarié·e·s d'Amazon deviennent petit à petit des auxiliaires de robots toujours plus nombreuses et nombreux dans ses nouveaux entrepôts. Pire, Amazon finance chaque année un concours de robots dont l'objectif est de remplacer les préparateurs et préparatrices des commandes, un des rares maillons humains dont ils ne peuvent toujours pas se passer.

Nous dénonçons également le refus d'application par Amazon de la convention collective du commerce et de la distribution et ne voulons pas que les seules perspectives offertes, pour obtenir ou garder un emploi, soient des heures de travail toujours plus dégradées, dans le chaud ou le froid extrême, à des cadences imposées par des scanners, entraînant des maladies professionnelles, des accidents du travail et poussant les personnes plus épuisées à la démission.

"Amazon doit payer"

Avec justesse, des salarié·e·s ont dénoncé la politique sociale d'Amazon et nous soutenons ce combat.

Nous dénonçons comme vous des trop faibles rémunérations dans l'entreprise dirigée par l'homme le plus riche du monde, la précarité des CDI interrompus par épuisement ou inaptitude physique, les emplois intérimaires (les « *badges verts* ») dépourvus de

perspectives d'avenir, les prestations de livraison confiées à des livreurs·livreuses ubérisé·e·s, sans protection sociale, à la merci d'un accident ou de vols, et qui seront bientôt concurrencé·e·s par des drones ?

Nous refusons qu'Amazon ne paye pas sa juste part d'impôts, et échappe ainsi à la contribution nécessaire pour maintenir des services publics décents, pour l'entretien d'infrastructures qu'il utilise massivement pour livrer ses produits. En déclarant artificiellement ses profits dans des paradis fiscaux, Amazon minore son bénéfice en France et s'en sert pour justifier les refus d'augmentations de salaires ou de versement de primes.

"Surveiller et sévir"

Nous ne voulons pas que vos emplois soient sous haute et permanente surveillance, qu'on y encourage la délation et qu'on y pourchasse les salarié·e·s syndiqué·e·s poussé·e·s à la démission, comme nous ne voulons pas que la reconnaissance faciale développée par Amazon fasse de nous des citoyen·ne·s sous contrôle.

"S'installer puis détruire"

Pour un emploi créé par la firme de Jeff Bezos, deux emplois sont détruits dans le secteur commercial. Nous ne voulons plus qu'Amazon repère la détresse de territoires minés par le chômage pour créer de tels emplois conduisant inéluctablement à terme, à la disparition de milliers de commerces de proximité pourvoyeurs d'un nombre bien plus important d'emplois de qualité et de lien social partout en France.

Obtenir un travail est une urgence pour beaucoup d'entre nous : alors, combattons ensemble pour obtenir des créations d'activités compatibles avec une vie décente sur une planète vivable.

Ce n'est pas de ce monde que nous voulons et nous pensons que notre bataille est aussi la vôtre

C'est pour cela que nous nous mobilisons à l'occasion du Black Friday.